



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

BURUNDI |

**Des élections entachées de fraudes et de multiples irrégularités
font déchanter le peuple burundais qui aspirait au changement.**

*Rapport sur la gouvernance et les droits
socio-économiques au Burundi*

mai 2020

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
0.INTRODUCTION	1
I.CONTEXTE GENERAL DES ELECTIONS MARQUEES PAR LA PERSECUTION CONTRE LES OPPOSANTS DU PARTI POLITIQUE « CONGRES NATIONAL POUR LA LIBERTE » (CNL)	2
II. LE TRIPLE SCRUTIN DU 20 MAI 2020 CARACTERISE PAR DE MULTIPLES IRREGULARITES ET FRAUDES MASSIVES	9
III. DROIT A L'EDUCATION : POLITISATION ET PERTURBATION DES ACTIVITES SCOLAIRES SUITE A LA CAMPAGNE ELECTORALE	13
III.1. Des activités de campagne électorale en milieu scolaire	13
III.2. Manque récurrent d'enseignants et de bancs pupitres à la fin de l'année scolaire.....	15
III.3. Des abandons scolaires se poursuivent de trimestre en trimestre	16
IV.DROIT A LA SANTE : PANIQUE FACE A LA PROPAGATION NON CONTROLEE DE LA PANDEMIE DE COVID-19.....	17
V. DES HAUSSES DE PRIX NON CONTROLEES DES PRODUITS DE BASE.....	18
VI. UNE CARENCE PERSISTANTE EN EAU POTABLE.....	20
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	22

0.INTRODUCTION

Les élections du 20 mai 2020 se sont déroulées dans un contexte électoral tendu caractérisé de violences graves contre les opposants politiques déclarés et présumés. Le régime de Pierre Nkurunziza s'est fortement acharné contre les militants du principal parti politique d'opposition, le CNL qui lui disputait le terrain politique et qui avait réussi à renverser les tendances. Ainsi, pour se préparer à la manipulation des résultats du triple scrutin du 20 mai 2020, le parti au pouvoir s'en est pris violemment aux candidats sur les listes du CNL, et aux mandataires politiques aux élections. Certains ont ainsi été tués, d'autres ont été arbitrairement arrêtés pendant que d'autres ont été chassés des bureaux de vote et des lieux de comptage des votes pour tenter de cacher le hold up électoral.

Le rapport de mai 2020 revient sur des faits de persécutions physiques et de violences politiques qui ont caractérisé la campagne électorale, ainsi que des faits d'irrégularités et de fraudes qui ont marqué le triple scrutin de mai 2020. Il dénonce la politisation et la perturbation des activités scolaires qui ont fait suite à la campagne électorale, ainsi que la propagation incontrôlée de la pandémie de COVID-19 qui fait rage dans le pays, dans la complicité des autorités publiques qui se moquent des mesures recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé(OMS). Entre temps, le pays souffre gravement des hausses de prix jamais atteints des denrées alimentaires de première nécessité.

I.CONTEXTE GENERAL DES ELECTIONS MARQUEES PAR LA PERSECUTION CONTRE LES OPPOSANTS DU PARTI POLITIQUE « CONGRES NATIONAL POUR LA LIBERTE » (CNL)

Les jeunes du parti présidentiel en complicité avec l'administration et des forces de sécurité ont accentué la persécution des membres des partis de l'opposition, et particulièrement ceux du CNL, principal rival politique du parti CNDD-FDD. Partout dans le pays, ce sont des scénaris d'arrestations arbitraires, de tortures et d'assassinats qui ont caractérisé cette période d'avant et pendant le triple scrutin du 20 mai 2020. La terreur, les violences et les fraudes électorales ont marqué les mémoires des burundais qui avaient soif d'un changement de gouvernance socio-politique et économique. Nous rapportons ici quelques faits pour tenter d'illustrer cette situation de violence réccurente qui règne dans le pays, depuis pratiquement 2015.

En province Bujumbura, des Imbonerakure ont arrêté en date du 12 mai 2020, sur la colline Gakungwe, commune Kabezi, trois membres du CNL. Ils les avaient conduits sur la rivière Mugere pour les exécuter, mais la population de la localité avait résisté et avait pu sauver les victimes, provoquant un affrontement entre les deux groupes. Les militaires du camp chinois proche du lieu étaient intervenus tôt pour calmer la situation. Le groupe d'Imbonerakure auteurs du forfait était commandé par le prénommé Didier, fils du chef de colline Gakungwe du nom de Ngendakumana Dieudonné.

Le même soir du 12 mai 2020, des Imbonerakure de la colline Kabumba, zone Ruyaga, commune Kanyosha en patrouilles nocturnes avec des effets militaires, avaient eu un accrochage avec les militants du CNL qui résistaient contre les enlèvements. Des convocations intempestives contre les victimes étaient sorties mercredi le 13 mai 2020 contre plus de 60 membres du CNL de la zone Ruyaga et Muyira, qui avaient été contraints de vivre en cachette par peur pour leur sécurité.

En date du 03 mai 2020, le chef de zone Ijenda, Bazahica Stany alias Masahani, en compagnie de l'administrateur communal, Ndabahinyuye Diomede alias Bukori et le commissaire communal de police locale, a ordonné l'arrestation de 5 membres du CNL qui étaient dans un bar chez Ida. Les victimes étaient un certain Gatore et Ndayikunda Isidore, tous employés de l'OTB Ijenda,

Ndirahisha André, Subwigano Yves et un certain Clovis. Elles avaient été détenues au cachot de la brigade Rwibaga accusées d'être complices avec des malfaiteurs qui avaient tiré des coups de feu tout près du même bar la veille. Pourtant, la population environnante témoignait que ces coups de feu avaient été tirés par des policiers de la brigade qui étaient en patrouilles nocturnes vers 21 heures.

Dans la même province, des miliciens Imbonerakure en complicité avec des policiers ont arrêté au moins dix membres du CNL en zone Muyira, commune Kanyosha, le matin du 31 mai 2020 après une fouille- perquisition dans leurs ménages respectifs. Deux jours avant, 5 autres membres du parti CNL qui étaient des mandataires lors des scrutins du 20 mai 2020 : Ndikumana Ézéchiel, Ndayishimiye Prosper, Havyarimana Mélance, Nduwayezu Jean Claude et Ndayishimiye Oscar ont été arrêtés chez eux sur la colline Gasarara en commune Nyabiraba. Les victimes avaient été torturées avant d'être acheminées au cachot du commissariat communal de police. Selon des sources sur place, les Imbonerakure se vengeaient contre ces membres du CNL qui auraient transmis des procès-verbaux des scrutins au candidat et président du parti CNL, Agathon Rwasa.

En province Ngozi, des jeunes Imbonerakure, Nduwabike et Tombora ont torturé et blessé à la tête une femme du nom de Ndoricimpa Anastasie résidant sur la colline Ruyaga, zone et commune Ruhororo. Au cours d'une réunion tenue par l'administrateur communal, Birukundi Mamerthe, le 06 mai 2020, cette dernière avait précisé que tous les membres du parti de l'opposition CNL seront poursuivis et sanctionnés après les scrutins du 20 mai 2020.

Le soir du 10 mai 2020, des miliciens Imbonerakure de la commune Kirembe avaient attaqué des militants du CNL qui rentraient de la campagne électorale. Ces derniers s'étaient défendus et les jeunes Imbonerakure s'étaient repliés pour appeler d'autres des autres collines.

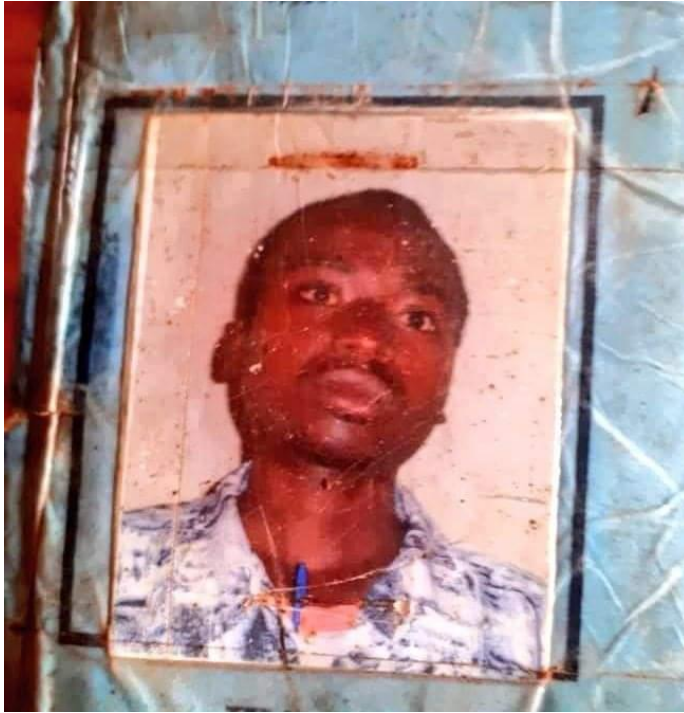
Le commissaire régional du parti CNL dans la région nord, Gorgon Miburo, qui était arrivé sur les lieux pour se rendre compte de la situation avait été arrêté par la police qui venait pour calmer la situation. Il a fallu que la police tire en l'air pour que les affrontements entre les deux groupes cessent. Le lendemain, 10 militants du parti CNL dont leur commissaire régional croupissaient dans la prison centrale de Ngozi au moment où les membres de la milice Imbonerakure, auteurs de l'attaque, se la coulaient douce. Quatre militants du CNDD- FDD et deux autres du CNL avaient été blessés lors de ces affrontements.

En province Kirundo, commune Ntega, sur la colline Rukore, des jeunes Imbonerakure ont attaqué dimanche le 3 mai 2020 des militants du parti CNL qui partageaient un verre, après les activités de campagne animées par le député Agathon Rwasa, qui s'étaient déroulées sur la colline Musasa, commune Kiremba. Les membres du parti CNL qui étaient plus nombreux que ces Imbonerakure se sont défendus et trois Imbonerakure ont été grièvement blessés dont un qui avait rendu l'âme le lendemain. Une flèche lui lancée avait perforé son cœur. Le véhicule du gouverneur de la province Kirundo, Alain Tribert Mutabazi, originaire de cette colline, avait évacué la personne morte dans la nuit vers l'hôpital de Kirundo. Transférée à Bujumbura, le jeune Imbonerakure a rendu l'âme quelques minutes avant qu'il arrive à destination. La chasse à l'homme contre des militants du CNL avait été renforcée. Deux semaines avant, un affrontement similaire avait eu lieu dans la même commune où six personnes avaient été blessées dont trois grièvement. L'administrateur de cette commune en collaboration avec le secrétaire communal du parti CNDD- FDD étaient dénoncés comme étant derrière ces chicaneries politiques de par leurs appels respectifs à l'intolérance politique.

En province Cibitoke, un groupe de jeunes Imbonerakure sous le commandement de leurs chefs Enock Hatungimana alias Kadafi, Jean Pierre Niyongabo et Justin Nduwayo a blessé à la machette, deux membres du parti CNL, Daniel Nimbona et Emmanueline Riziki, résidant sur la transversale 5, colline Kaburantwa, commune Buganda, dans la nuit du 24 mai 2020, les accusant d'avoir voté pour le CNL. « *Ils ont failli nous tuer parce que nous sommes les militants du parti d'Agathon Rwasa* », précise Riziki Emmanueline, les larmes aux yeux. Des barrières tendues par des Imbonerakure avaient été érigées dans la localité pour collecter des contributions pour la célébration de la victoire et pour intimider ceux qui ne voulaient payer.

Sur la colline Buhoro, commune Mabayi, les habitants de cette localité n'étaient approvisionnés en courant électrique ni en eau potable depuis le 23 mai 2020 jusqu'à la fin du mois. Des sources sur place indiquent que le gérant de l'Agence de l'Office du Thé du Burundi de Buhoro avait coupé l'eau et l'électricité en représailles contre les habitants de cette colline qui n'auraient pas voté pour le parti au pouvoir.

En province Mwaro, un jeune Imbonerakure du nom de Kaze Steve, natif de la colline Rutuzo, commune Kayokwe et résidant au chef-lieu de la province Mwaro a tabassé une élève du lycée Mwaro, en date du 17 mai 2020 pour le simple fait qu'elle ne serait pas membre du parti CNDD-FDD. La victime avait été évacuée à Bujumbura où elle recevait des soins de santé. Trois autres



élèves du lycée communal Mwaro I situé au chef-lieu de la province Mwaro avaient préféré prendre la fuite et arrêter les cours suite aux menaces de mort proférées par ce jeune Imbonerakure.

Le cadavre de Richard Havyarimana, responsables du parti CNL sur la colline Mbogora, en commune Nyabihanga, a été retrouvé dans la rivière Ruvyironza jeudi 07 mai 2020, après son enlèvement à son domicile dans la nuit du 03 au 04 mai 2020, par des Imbonerakure sous le commandement de leur chef communal Dieudonné Nsengiyumva, alias Rwembe.

Photos de feu Richard Havyarimana

En province Gitega, des jeunes Imbonerakure célébrant « leur victoire électorale » le jeudi 21 mai 2020 juste après le triple scrutin du 20 mai 2020 avaient lancé des slogans de menaces de mort contre les membres du parti de l'opposition CNL. Les habitants du quartier Nyabututsi avait passé une nuit d'insécurité sous le rythme des chansons et des slogans terrifiants.

Aucun membre du CNL n'était sorti de sa maison. Le jour suivant, les mêmes manifestants avaient passé tout l'avant midi à sillonner le quartier chantant qu'ils avaient remporté les élections. Pourtant, au bureau de vote de ce quartier, le CNDD-FDD avait eu 32% aux présidentielles, 36% aux législatives et 29% aux communales, selon des observateurs indépendants qui étaient sur place.

En province Cankuzo, des jeunes Imbonerakure provenant de tous les coins de la province s'étaient rassemblés, en date du 3 mai 2020, au chef-lieu de la province pour se préparer à l'accueil du Secrétaire Général du CNDD FDD, Evariste Ndayishimiye (candidat aux présidentielles de 2020), qui y est finalement venu mercredi le 6 Mai 2020. Ils scandaient des slogans selon lesquels leurs opposants politiques devaient attendre plus de 500 ans pour pouvoir avoir le pouvoir.

En province Muyinga, le nommé Nimubona Shabani, chef de zone Cumba et responsable provincial de la ligue des jeunes Imbonerakure, de connivence avec Sinzotuma Cyprien, secrétaire provincial du CNDD-FDD à Muyinga ont agressé le responsable communal du parti CNL à Muyinga, Prosper Ndayisenga. Lors d'une réunion populaire tenue samedi le 8 mai 2020 sur la colline Cibari par le chef de zone de Munagano, le patron des Imbonerakure en province Muyinga a mis en garde les militants du CNL, qui pour lui, sont des ennemis du pays.

En province Rumonge, des policiers ont arrêté, en date du 05 mai 2020, Timothée Ntiranyibagira et Gérard Havyarimana, militants du parti CNL, candidats aux élections communales chez eux en zone Minago, sur mandat d'arrêt délivré par le parquet de la République à Rumonge. Ils avaient été directement mis au cachot du commissariat provincial de police à Rumonge. Les victimes n'avaient été informées du motif de leur arrestation. La police avait exhibé uniquement les mandats d'arrêt. Le représentant du parti CNL en commune Rumonge dénonçait une campagne de harcèlement à l'encontre des militants de son parti visant à saboter leur campagne électorale. Jusqu'au 9 mai 2020, au moins 26 membres du CNL étaient dans ce cachot du commissariat provincial de police à Rumonge.

Le 10 mai 2020, Christian Munezero, candidat du parti CNL aux élections communales dans la commune Burambi et trois autres militants de ce parti, Yves Maniriho, Clovis Hakizimana et Elias Kubwimana étaient arrivés dans ce cachot du commissariat provincial de police en provenance du cachot du commissariat communal de police de Burambi où ils venaient de passer une semaine.

Dimanche 17 mai 2020, au moins 18 militants du parti CNL à majorité des candidats de ce parti aux élections du 20 mai 2020 ont été arrêtés certains à la maison, d'autres devant l'église catholique de Buruhukiro. La police les attendait avec une liste à la main, lourdement armés et avait pris position aux alentours de la paroisse. Des militants du parti CNL qui étaient à l'église

avaient réussi à prendre la fuite vers les locaux de la paroisse où ils s'étaient cachés toute la journée de ce dimanche. Ces arrestations en cascade étaient consécutives à la destruction des permanences du parti CNDD- FDD sur 5 collines de la zone Buruhukiro, ce que les victimes considéraient comme un montage préparé par les autorités provinciales pour arrêter les candidats aux élections du parti CNL. Ces permanences détruites qui avaient été la cible des personnes non identifiées étaient celles de la colline Gitwe, Muhanda, Murambi, Nyagasaka et Karagara. Déjà, juste après la destruction de ces permanences dans la nuit du 16 mai 2020, des listes des personnes qui revendiquaient ces actes pour le compte du parti CNL avaient été retrouvées devant ces permanences. Curieusement, les noms qui étaient marqués sur ces listes correspondaient exactement avec les noms des candidats du parti CNL au niveau de la localité.

En province Karusi, des Imbonerakure ont attaqué le 04 mai 2020, tabassé et spolié les vaches et les porcs appartenant aux membres du CNL de la colline Rukamba, en commune Buhiga. Des militaires du 421^{ème} bataillon étaient intervenus au moment où l'administrateur communal et le commissaire communal de police avaient laissé faire les spoliateurs. En colère contre la réaction des militaires, ces Imbonerakure ont tabassé deux jours après, trois responsables du parti CNL sur la même colline, les accusant d'être les meneurs de cette intervention militaire.

En date du 26 mai 2020, le nommé Nzogumansaba Jésus Marie, membre du parti CNL originaire de la colline Mutumba, zone et commune Buhiga était en cachette fuyant des jeunes Imbonerakure qui lui faisaient la chasse à l'homme. Ces Imbonerakure accusaient la victime d'avoir loué son véhicule au parti CNL au moment de la campagne électorale.

En province Bururi, le gouverneur de province, Frédéric Niyonzima, a arrêté 8 militants du parti CNL dans la seule journée du jeudi 14 mai 2020 en commune Bururi. Il les avait tous détenus dans le cachot du commissariat provincial de police sur place. Deux de ces détenus étaient originaires des zones Munini et Bamba, trois de la zone Bururi, et deux autres de la zone Muzenga. Ces militants du parti CNL étaient soupçonnés d'avoir injurié le gouverneur de la province Bururi et l'administrateur de la commune Bururi, Jean Ciza, samedi 9 mai 2020 sur la colline Karimbi, zone et commune Bururi, au moment où les deux autorités tenaient un meeting du parti CNDD- FDD.

Des sources administratives disaient qu'environ 25 militants du parti CNL dans la commune Bururi étaient recherchés par le parquet. Les plus recherchés étaient des candidats et les mandataires de ce parti aux élections du 20 mai 2020.

En province Bubanza, au moins 24 membres du parti CNL dont 8 mandataires politiques ont été arrêtés dans la semaine du 11 au 17 mai 2020, en commune Bubanza. Neuf autres avaient été arrêtés le samedi 09 mai 2020 en commune Rugazi, 7 autres en commune Mpanda et 4 en commune Musigati.

En province Rutana, une bande d'Imbonerakure dirigée par un certain Gervais, responsable communal de la milice en commune Gitanga a vainement tenté de perturber le meeting du parti CNL en date du 05 mai 2020. Le morceau s'était avéré plus gros à avaler pour cette bande d'Imbonerakure.

En date du 7 mai 2020, le prénommé Jean Bosco, encadreur à l'ETS de Kiryama et militant du CNL, a été condamné à 6 mois de prison et d'une amende de 800 mille francs. Sa condamnation a été motivée par le fait qu'il avait coupé le spécimen du candidat du CNDD-FDD au moment où il démontrait aux militants du CNL de la colline de Gifunzo, zone et commune Rutana, comment ils allaient procéder pour voter en faveur de sa famille politique. Il a été arrêté sans trop attendre et vite conduit à la prison centrale de Rutana, après audition du substitut du procureur lundi 04 mai 2020.

En date du 27 mai 2020, des Imbonerakure ont incendié une maison appartenant à un certain Habonimana Lionel, musicien et militant du CNL sur la colline de Murembera, zone Gakungu, commune Giharo. Les sources sur place indiquent que ces Imbonerakure avaient juré de le liquider pour avoir milité du côté du CNL. Ce jour là, vers 1 heure du matin, la victime avait entendu des gens qui démolissaient sa maison et avait pris le soin de prendre fuite. A défaut de le lyncher, les bourreaux ont incendié sa maison. En date du 22 mai 2020, la permanence du CNL sise à Gihofi, zone et commune Bukemba avait été démolie par une bande d'Imbonerakure enragés. On a pu identifier parmi ces malfrats, Boas, Baptiste, Barishaka Daniel, Nzungu et Ngayirimana. Ces derniers n'ont pas été inquiétés de leur crime.

II. LE TRIPLE SCRUTIN DU 20 MAI 2020 CARACTERISE PAR DE MULTIPLES IRREGULARITES ET FRAUDES MASSIVES

Les scrutins présidentiel, législatif et communal ont été caractérisés par des fraudes massives et de multiples irrégularités. Dans toutes les provinces du pays, des mandataires des partis de l'opposition et des indépendants ont été malmenés et chassés des lieux de comptage des votes parce qu'ils tentaient de dénoncer des fraudes constatées. Pour cacher la vérité de ce qui se passait sur les bureaux de vote, le pouvoir avait coupé les réseaux sociaux de communication tels whatsapp et facebook.

Nous rapportons quelques faits qui illustrent les irrégularités et les fraudes commises dans les bureaux de vote.

En province Makamba, commune Nyanza-Lac, Jean -Paul Bibizi, mandataire du parti CNL au bureau de vote du quartier Kabondo du chef-lieu de cette commune, a été tabassé par des Imbonerakure tôt le matin du 20 mai 2020, parce qu'il tentait de dénoncer des opérations de bourrage d'urnes organisées par ses bourreaux. Ce groupe de jeunes Imbonerakure étaient sous le commandement d'un certain Bihangwa, encadreur au lycée communal Nyanza-Lac et frère d'un certain Elias Ciza, candidat du CNDD-FDD au conseil communal de Nyanza-Lac. La victime avait été évacuée à l'hôpital de la place.

Dans cette même commune, au bureau de vote Rimbo, les lettres d'accréditation des mandataires du CNL ont été déchirées par un militaire du camp Nyanza-Lac prénommé Jean et les victimes n'ont pas eu accès à ce bureau de vote.

En commune Makamba, des mandataires du candidat indépendant aux présidentielles, Dieudonné Nahimana se sont vu refuser l'accès aux différents bureaux de vote. Leurs lettres d'accréditation avaient été déchirées par Philemon Nahabandi, président de la CEPI Makamba. Aux centres de vote Kayoba, précisément à l'Ecole Fondamentale Makamba 2, au lycée communal Nyabigina 2, au lycée Makamba, les mandataires de ce candidat indépendant n'ont pas eu accès aux bureaux de vote.

Dans la même commune, le président du centre de vote du lycée communal, Pierre Claver et son vice tous membres du CNDD-FDD ont donné accès aux seuls mandataires du CNDD-FDD qui

ont voté plusieurs fois avant l'arrivée des électeurs. Cela a créé une mésentente entre les responsables de ce bureau de vote avec les autres mandataires.

En commune Mabanda, une candidate au conseil communal connue sous le nom de Hakizimana Emelyne avait été arrêtée par des jeunes Imbonerakure sur la colline Kibimba où la police, complice, assistait sans agir.

En province Gitega, des Imbonerakure en collaboration avec des agents du Service Nationale de Renseignement ont chassé des lieux de comptage, les mandataires politiques du CNL en communes Buraza, Mutaho, Giheta et Nyarusange. Chaque bureau de vote au niveau de toute la province était assiégé par un groupe d'au moins 15 à 20 miliciens Imbonerakure qui intimidaient et menaçaient de mort les membres du CNL.

Au Lycée Gishubi et à l'ETP Gitega, les directeurs de ces écoles avaient distribué aux élèves, n'ayant pas l'âge de voter, les cartes d'électeurs qui n'avaient pas été récupérées par leurs propriétaires et les avait obligés de voter pour le CNDD-FDD.

Aux premières heures des scrutins, deux mandataires du CNL en commune Giheta, 3 à Mutaho, 3 à Makebuko et 4 à Buraza ont été arrêtés et détenus dans les cachots des commissariats communaux parce qu'ils s'étaient opposés aux votes multiples et aux bourrages des urnes que faisaient les Imbonerakure.

En province Kirundo, commune Busoni, au centre de vote de Kididiri, certains isoaloirs étaient déjà pliés vers 10 heures. Les électeurs votaient en plein air en présence seulement des jeunes Imbonerakure qui avaient chassé tous les autres mandataires des partis politiques de l'opposition. Dans cette commune, une dizaine de mandataires du parti politique CNL ont été arrêtés et mis au cachot au moment du scrutin. Les comptages des voix ont été faits sans la présence des mandataires des partis de l'opposition.

Partout dans la province et sur tous les bureaux de vote, il y avait une présence remarquée des militaires et policiers qui agissaient en complicité avec des membres de la milice Imbonerakure.

A la veille des scrutins du 20 mai 2020, au moins 78 militants du parti CNL étaient incarcérés dans les cachots des différentes communes de la province Kirundo. Des sources locales précisait que les victimes étaient en majorité des mandataires politiques qui devaient être sur les bureaux de vote. Elles avaient été remplacées par des fidèles du parti au pouvoir.

En province Mwaro, au centre de vote de l'Ecole Fondamentale Mwaro I situé à Mutumba sur la colline Bisha, commune Rusaka, Athanase Mpawenayo, chef de zone Makamba et secrétaire communal du CNDD-FDD avait amené des enfants de moins de 18 ans, y compris son enfant qui étudie en 6^{ème} année primaire, pour voter. N'ayant pas encore de cartes d'identité, il s'est entendu avec le président du centre de vote, Philippe Minani, pour que ces enfants votent sans problème. Un mandataire sur place qui tentait de s'y opposer avait été intimidé. D'un ton grave, le fraudeur lui avait intimé l'ordre de se taire.

En province Rumonge, au bureau de vote situé à Murago, au chef-lieu de la commune Burambi, des jeunes Imbonerakure se présentaient chacun avec plusieurs cartes de vote et votaient autant de fois qu'ils voulaient. Le même phénomène avait été observé en zone Mariza, commune Burambi. Dans cette commune, tous les mandataires politiques du parti CNL avaient été chassés des centres de vote de Magana, Busura, Murenge et Kiyagayaga zone Rusabagi. Un des candidats du parti CNL aux élections communales dans cette commune regrettait que les mandataires de son parti aient été refusés d'entrer dans les bureaux de vote depuis 8h30 du matin. Ce candidat du parti CNL en commune Burambi affirmait que le commissaire communal de police à Burambi avait menacé de tirer sur eux s'ils refusaient de quitter ces bureaux de vote.

En date du 7 mai 2020, au moins 76 militants du parti CNL avaient passé toute la journée devant les bureaux de la CECI Rumonge dans l'attente vaine de leurs cartes d'électeurs. Des sources sur place nous affirmaient que leurs cartes avaient été récupérées par des inconnus pour voter à leur place.

En province Bururi, trois mandataires du parti CNL qui observaient les élections au bureau de vote se trouvant à l'Ecole Fondamentale Kiremba sud, en zone Muzenga commune Bururi ont été arrêtés dans l'avant midi du jour du scrutin. Ils étaient accusés de noter sur leurs blocs notes des irrégularités qu'ils observaient. Parmi les trois, deux d'entre eux avaient été relâchés après quelques heures.

La police avait aussi arrêté un autre militant du CNL prénommé Alfred qui devrait jouer le rôle de mandataire politique pour le compte de ce parti sur un bureau de vote situé sur le centre de Kiremba sud, zone Muzenga.

Des Imbonerakure étaient en possession des listes des candidats et des mandataires politiques du parti CNL et faisaient la chasse à l'homme. Au moment du triple scrutin, les victimes en situation de peur panique, avaient préféré se cacher. Des cachots des commissariats de police locaux étaient pleins à craquer, selon des sources policières.

En province Cibitoke, tous les chefs de collines de la commune Rugombo avaient récupéré des récépissés restants au bureau de la commission électorale communale indépendante, dans l'après-midi du 14 mai 2020. Selon une source fiable, chaque chef de colline avait sur son propre compte au moins 500 récépissés à distribuer aux adhérents du parti au pouvoir. Des cartes d'identité et récépissés avaient été distribués aux élèves membres du CNDD- FDD sans l'âge requis pour voter. « *On m'a donné 623 récépissés et on m'a promis qu'on va m'amener les cartes d'identité au plus tard lundi le 18 mai* », racontait un des chefs de colline de la commune Rugombo. « *Ces récépissés restants étaient de ceux ayant fui le pays et ceux qui sont morts* », nous indiquait un administratif de la commune.

En province Muyinga, commune Giteranyi, deux employés de la CENI avaient été arrêtés en date du 1^{er} mai 2020 accusés de ne pas vouloir obtempérer aux ordres des fanatiques du parti au pouvoir qui leur exigeaient de placer aux postes d'employés de la CENI des bureaux de vote, uniquement des militants du CNDD-FDD.

En province Ngozi, trois mandataires politiques du CNL bureau de vote de la colline Kimerejana en commune Ruhororo, dont Nduwizeye Janvier ont été arrêtés très tôt le matin des scrutins et conduits au cachot du commissariat de police judiciaire de Ngozi. L'administrateur de la commune Ruhororo, Birukundi Mamerthe, avait d'abord tenu à l'écart les présidents des bureaux de vote de Rwamiko et de Nyamugari et leur avait exigé de laisser faire les membres du parti CNDD- FDD. Lors du comptage des voix, seuls les membres du parti au pouvoir avaient l'autorisation d'approcher les lieux de comptage des votes.

En province Rutana, 8 mandataires politiques du parti CNL, originaires des zones Gakungu et Giharo, commune de Giharo, ont été arrêtés dans la matinée du 20 mai 2020, par des Imbonerakure et des policiers. Ils avaient été directement conduits à la prison centrale de Rutana.

Deux jours après, ils ont été jugés en flagrance et condamnés à une peine de 6 mois. Les juges avaient néanmoins précisé que les victimes pouvaient payer une amende de 100 mille francs pour obtenir leur libération.

Pourtant, les militants du CNDD-FDD dénoncés dans les actes de bourrage d'urnes n'avaient pas été inquiétés. Le même matin, un président d'un bureau de vote en commune Mpinga Kayove avait été attrapé avec 6 cartes d'électeurs des personnes décédées, et 6 procurations qu'il avait rédigées lui-même. Il n'avait pas été inquiété. Au moment où le gouverneur de Rutana, Minani Fidèle, issu du CNL avait voulu prendre les choses en main, c'est la Présidence de la République et le Ministre de l'Intérieur qui avaient réagi pour intimer l'ordre de laisser faire.

III. DROIT A L'EDUCATION : POLITISATION ET PERTURBATION DES ACTIVITES SCOLAIRES SUITE A LA CAMPAGNE ELECTORALE

III.1. Des activités de campagne électorale en milieu scolaire

En province Gitega, commune Gitega, les activités scolaires ont été paralysées suite au meeting du CNDD-FDD dirigé par le représentant provincial du parti, Georges Nshimirimana, jeudi le 7 mai 2020. A cette occasion, toutes les écoles de la commune ont été fermées et les élèves obligés tous d'enlever l'uniforme et de participer à ce meeting. Les enseignants étaient aussi obligés d'y participer peu importe leur appartenance politique.

Pendant ces jours de campagne électorale, les directeurs des écoles, Lycée Mweya, Ecole des Travaux Publics (ETP), ITABU Mahwa, Ecole d'excellence, se présentaient au service, les véhicules de l'école munis de drapeaux du CNDD-FDD. A l'ITABU Mahwa, après le salut du drapeau le matin du 11 mai 2020, le directeur avait donné l'ordre aux délégués de classes de lui faire parvenir sans délai la liste des élèves qui ne voteront pas pour le CNDD-FDD. Ce message avait fait peur aux élèves qui recevaient les mêmes menaces de la part du préfet des études. Celui-ci leur faisait savoir que celui qui ne votera pas pour ce parti ne réussira pas à la fin de l'année.

En province Cankuzo, les élèves de l'ETS Cankuzo n'avaient pas étudié le 6 mai 2020, car leurs classes étaient occupées par des Imbonerakures qui étaient venus accueillir Evariste Ndayishimiye, lors d'une campagne électorale au stade de Cankuzo. Les élèves avaient été forcés de ne pas porter les uniformes afin que ce scandale reste invisible.

En province Mwaro, tous les élèves du Lycée Communal Mpumbu de la commune Rusaka ont été rassemblés après les cours du mercredi 13 mai 2020, pour suivre une séance de sensibilisation politique de 2 heures, pour apprendre comment ils allaient voter pour le parti CNDD-FDD. Cette séance était animée par Nestor Niyondiko, directeur de l'École Fondamentale Mpumbu, en même temps, commissaire au sein du parti CNDD-FDD.

Une séance pareille avait eu lieu le lundi 11 mai 2020, au Lycée communal Gihinga, commune Kayokwe, après les cours, à l'endroit de tous les élèves de cette école. Le directeur de cette école les avait regroupés pour leur dire comment ils allaient voter pour le parti CNDD-FDD. Ces séances se déroulaient dans les enceintes des écoles et tous les élèves obligés de suivre quelle que soit l'appartenance politique. Les élèves se lamentaient de sacrifier leurs moments d'étude et de révision au profit des enseignements à caractère politique.

En province Rumonge, le lycée communal de Bitare, l'École Fondamentale de Minago, l'École Fondamentale de Rutwenzi et toutes les écoles du chef-lieu de la zone Minago avaient baissé les rideaux le matin du mardi 12 mai 2020. Les Enseignants et les élèves étaient contraints de participer au meeting du parti CNDD-FDD dirigé par Evariste Ndayishimiye, candidat à la présidence de la République. Les services publics de la province avaient également été fermés, le personnel forcé de participer à la campagne. En date du 11 mai 2020, les activités scolaires avaient été aussi perturbées en zones Kigwena et Karonda au moment du passage de ce même candidat présidentiel du parti au pouvoir.

En province Rutana, commune Rutana, le directeur communal de l'enseignement, Réverien, a ordonné le 05 mai 2020 aux élèves issus des écoles de cette zone à se rassembler au bureau de la zone dans la salle d'enseignement des métiers de Gitaba. A leur arrivée, les élèves avaient été accueillis par le responsable communal des Imbonerakure, l'adjoint du secrétaire communal du CNDD-FDD.

Sur l'agenda de la rencontre était prévu la sensibilisation politique pour voter en faveur du candidat du CNDD-FDD.

En province Kirundo, une panique régnait à l'Ecole Fondamentale de Mutwenzi en date du 25 mai 2020. Le directeur de l'école, le maître responsable et tous les autres membres du parti CNL avaient peur des Imbonerakure munis de machettes qui rodaient autour de l'école en attendant la proclamation des résultats par la CENI. Les rodeurs avaient juré d'en finir avec les membres du parti CNL si Rwasa Agathon était proclamé vainqueur. C'est ainsi que le directeur de l'école a appelé son chef direct, le directeur communal de l'enseignement pour lui annoncer la situation. A ce moment, tous les élèves avaient été ordonnés de quitter l'école pour rentrer tous chez-eux.

Le directeur communal de l'enseignement en commune Kirundo, Nshimirimana Doicien accompagné du procureur de la République, Niyokindi Gérard, étaient arrivés sur les lieux et avaient prié ces Imbonerakure de quitter cet endroit. Par après, c'est le directeur de l'école et le maître responsable, membres du CNL, qui seront plutôt accusé de causer le désordre à leur école.

III.2. Manque récurrent d'enseignants et de bancs pupitres à la fin de l'année scolaire

En province Bujumbura, vers la fin de l'année scolaire qui s'achève en juin 2020, Nduwayo Anicet, directeur de l'ECOFO Maramvya² précisait que son établissement enregistrait un manque d'au moins 45 pupitres et 8 enseignants. Quatre à 6 élèves s'assayaient sur un seul banc pupitre, alors que ce dernier devrait être occupé par deux élèves.

A l'ECOFO Kizina en commune Mubimbi, Emmanuel Busogo, directeur de l'école disait que son Etablissement manquait encore 7 enseignants et plus de 25 bancs- pupitres. Pourtant les parents n'avaient cessé de contribuer financièrement depuis le début de l'année à raison de 2000FBU par élève. Ils dénonçaient le détournement de leurs contributions en faveur du parti CNDD-FDD. Le directeur Busogo Emmanuel occupait aussi le poste de secrétaire communal du parti CNDD-FDD.

En commune Mukike, à l'ECOFO Rukina, des enseignants de cet établissement dénonçaient des conditions difficiles de travail car sans livres pour dispenser leurs cours. Ils déploraient aussi le manque d'enseignants qualifiés sur cet établissement parce que le recrutement se faisait sur base des critères politiques sans tenir compte des compétences. Pourtant, Ciza Raphaël, Directeur Provincial de l'Enseignement ne cessait de déclarer que tout va bien dans son secteur et que l'année touchait presque à sa fin dans de bonnes conditions pédagogiques.

La situation dans les autres provinces du pays ne diffère pas de celle de la province Bujumbura. Partout, c'est le manque d'enseignants et de livres scolaires qui y prévaut, alors que l'année tire à sa fin.

III.3. Des abandons scolaires se poursuivent de trimestre en trimestre

A la fin du deuxième trimestre de l'année scolaire en cours, l'administration scolaire continue d'enregistrer des abandons scolaires. L'effectif atteint est de 9680 élèves dans les provinces scolaires de Bururi et Rumonge au second trimestre de cette année scolaire 2019-2020.

La province Rumonge enregistre 4505 élèves dont 2082 jeunes filles des Ecoles Fondamentales depuis l'école primaire jusqu'en 9^{èmes} années. Au niveau du post-fondamental, la direction provinciale fait état de 455 élèves qui ont quitté le banc de l'école au second trimestre de cette année. Parmi eux, on dénombre 271 jeunes filles, soit deux-tiers des abandons. La commune Rumonge vient en tête dans cette province avec 2203 élèves à l'Ecole Fondamentale et Post-Fondamentale.

Cette province compte au total 159 204 élèves inscrits dans 5 communes qui la forment. La commune Rumonge dispose à elle seule de 70 191 élèves, environs la moitié des effectifs des élèves de toute la province.

En province Bururi, les responsables scolaires ont enregistré 2363 abandons au cours du deuxième trimestre, dont 1040 jeunes filles. Au post-fondamental, les effectifs s'élèvent à au moins 599 élèves dont 298 filles. La pauvreté des ménages est la cause majeure à l'origine de ces abandons scolaires.

IV.DROIT A LA SANTE : PANIQUE FACE A LA PROPAGATION NON CONTROLEE DE LA PANDEMIE DE COVID-19

Pendant que le monde continue à combattre la pandémie du COVID19 qui, depuis décembre 2019 a fait plus de 5,6 millions de personnes contaminées et plus de 340000 morts sur la planète jusqu'au 25 mai 2020, les autorités burundaises prennent à la légère les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et des professionnels de santé qui visent son combat ferme et sans merci. L'une des recommandations importantes interdit la tenue des assemblées collectives et une autre exige la distanciation d'au moins 1 mètre entre les personnes.

Or, le pays vit une période électorale qui est un des moments qui favorise les plus grands rassemblements publics dans des campagnes électorales. En plus, les écoles tant publiques que privées et les églises fonctionnent comme à l'accoutumée. L'organisation des fêtes, des conférences et des championnats sportifs susceptibles d'être des voies de propagation est toujours permise.

Le gouvernement burundais est accusé de dissimuler les chiffres des victimes du COVID-19. Rappelons que 4 cadres de l'OMS dont son représentant au Burundi ont été déclarés persona non grata le 12 mai 2020 suite à un conflit lié à la gestion de cette pandémie.

Le Burundi comptait officiellement samedi le 30 mai 2020, 63 cas ayant été testés positifs au COVID-19. Parmi ces cas, 29 restaient sous traitement médical, 33 cas déjà guéris et 1cas de décès. Les chiffres officiels montaient lentement mais la peur panique au sein de la population était vive parce que les autorités ne voulaient pas qu'on parle de cette pandémie. Le ministère de la santé était accusé de manipulation des chiffres des personnes atteintes du covid19 en voulant cacher l'incapacité du gouvernement à lutter contre cette pandémie.

En province Bujumbura, les districts sanitaires, les hôpitaux et les centres de santé regorgeaient de malades aux symptômes de CORONAVIRUS, sans que ces structures de soin soient capables de les prendre en charge faute d'équipements appropriés. En témoigne le médecin de l'hôpital de Rwibaga, en commune Mugongo-manga qui gère deux hôpitaux sans secours pour les malades qui en ont besoin. L'hôpital de Rwibaga, zone Ijenda, commune Mugongo-Manga hébergeait plus de 20 personnes soupçonnées du COVID19 et 14 personnes autres alitées à l'hôpital Ijenda de la même zone.

Dans différents hôpitaux de la **Mairie de Bujumbura**, des cas suspects de morts s’y étaient multipliés, alors que le seul service public qui avait les compétences de faire des tests n’y avait pas été déployé malgré la demande insistante. Des personnes étaient également mortes alors que leurs tests n’avaient pas été rendus publics.

Des personnes ayant des symptômes de COVID-19 avaient également été signalées dans les provinces de Kirundo, Muyinga et Cankuzo.

Face à la propagation de cette pandémie et à la négligence du gouvernement burundais, la panique est généralisée. Des patients et potentiels patients faisaient recours à l’automédication à base traditionnelle. D’autres recouraient aux comprimés antibiotiques du nom d’anzythromycine. Malheureusement, ce médicament qui, dans les conditions normales, s’achetait sur ordonnances mutualisées, soit de la fonction publique ou privée, était devenu rare dans les structures de soin et dans les pharmacies car la demande était forte.

V. DES HAUSSES DE PRIX NON CONTROLEES DES PRODUITS DE BASE

Au moment où la campagne électorale battait son plein, les prix des produits alimentaires de base avaient connu une montée vertigineuse et personne n’était à l’œuvre pour les contrôler. Toutes les autorités publiques avaient les yeux braqués sur la campagne électorale de leur parti pour pouvoir garder leurs postes.

Le prix du kg de haricot qui constitue l’aliment principal des burundais avait connu une forte montée de prix. Dans certains coins de l’intérieur du pays, son prix était passé de moins de 1000FBU à plus de 1500FBU. Ce produit avait atteint le prix de 2200 FBU **en province Gitega**, la capitale politique du Burundi. Vers la fin de la période, le prix avait diminué jusqu’à 1600 FBU suite à la récolte en cours. Au marché du chef-lieu de la province Mwaro visité en date du 23 mai 2020, le prix d’un kilogramme de haricot était de 2500FBU. La population se plaignait en disant que cette situation se présentait pour la 1ère fois dans l’histoire du Burundi. L’année dernière à la même époque, un kilo de haricot s’achetait à 600FBU.

La province Muramvya est l’une des provinces qui alimentaient la capitale Bujumbura en produits alimentaires. Les prix des denrées alimentaires de base avaient connu des variations inquiétantes au cours des deux mois d’avril et mai 2020.

Le tableau suivant illustre l'état des lieux de la situation.

		Avril 2020	Mai 2020
Article	Mesure	prix	prix
Riz	1 kg	2.100	2.700
Haricot	1kg	1.700	2.200
Farine de manioc	1kg	1.100	1.500
Farine de maïs	1kg	1.300	1.400
Sel de cuisine	1kg	800	1.100
Huile de palme	un bidon 5 L	9.000	13.000
Banane	1 bon régime	de 10.000 à 12.000	de 15.000 à 16.000
Patate douce	un bon panier	de 4.000 à 5000	9.000
Pomme de terre	1kg	900	1000
Avocat	1 pièce	200	300
Manioc	3 pièces	500	1.000
Colocase	un bon panier	7.000	10.000
Viande	1 kg	8.000	9.000
Tomate	1 kg	1.100	2.200
Ananas	1 pièce	400	800
Loyer maison	1 chambrette + salon/mois	60.000	80.000
Ciment	1 sac	30.000	35.000 (rare)
Moulin	1kg manioc	60	100
Transport	Muramvya-Buja	4.000	6.000
	Muramvya-Gitega	3.000	4.000

Dans la quasi-totalité des provinces du pays, le sucre de la SOSUMO était devenu rare, et partant trop cher.

En province Rutana, le sucre était introuvable et se servait à compte goutte en cachette à raison de 3500 FBU le kg au lieu de 2500 FBU officiellement connus.

En **province Muyinga**, sur les différentes boutiques de la localité de Mukoni, l'on ne servait qu'un seul kilogramme de sucre à une connaissance à raison de 3.400 FBU le Kg . Au marché central de Muyinga, un grossiste, client direct de la SOSUMO, la prénommée Médiatrice, épouse de Kabona Alexis, une parentée de madame le gouverneur de province vendait le sac aux seuls détaillants qui acceptaient de s'approvisionner à concurrence de 3.400 FBU le Kg ; ce qui veut dire que le sac de 50 Kg qui devrait normalement coûter 125.000 FBU revenait automatiquement à 170.000 FBU. Lorsque le conseiller économique du Gouverneur, Jumaïne Badende effectuait des contrôles, les détaillants lui montraient des documents attestant les mouvements d'entrées et sorties, selon le prix officiel reconnu.

Le sucre était toujours un produit rare dans les boutiques et kiosques situés au chef-lieu de la province Mwaro. Un kilo de sucre là où l'on le trouvait coûtait entre 3500FBU et 4000 FBU alors que son prix officiel est de 2500FBU par kilo. Des fois, le client doit arriver au domicile du commerçant pour éviter le moindre soupçon car la police, et surtout les agents du SNR, sont aux aguets pour attraper ceux qu'ils appellent « spéculateurs ». Pourtant, les spéculateurs se trouvent au plus haut sommet de l'Etat.

VI. UNE CARENCE PERSISTANTE EN EAU POTABLE

Au Burundi, la carence en eau potable est un défi qui est devenu récurrent depuis des années dans certains coins du pays. Cette carence s'accroît ici et là à l'approche des saisons sèches qui commencent pratiquement en mai-juin de chaque année.

En province Cibitoke, l'eau potable est devenue rare dans la commune Buganda depuis le début du mois de mai. Les files indiennes s'observent sur des points d'eau et certains rentrent sans pouvoir puiser suite à un faible débit et un tarissement prolongé. Le chef d'antenne de la REGIDESO à Cibitoke indique que les villes s'étendent du jour au jour alors que les sources d'eau restent les mêmes. Cette autorité promet depuis presque plus d'une année l'aménagement d'autres sources, mais l'attente reste vaine.

La carence d'eau potable persiste aussi en commune Bugabira, province Kirundo où la population s'abat sur les eaux des lacs Cohoha, Gacamirindi et Nagitamo. Des habitants qui ont des moyens s'achètent de l'eau à boire à raison de 500FBU et plus un bidon de vingt litres. Certaines gens qui font le taxi vélo ont trouvé du boulot en faisant le commerce de l'eau potable. Ils affirment qu'ils peuvent se procurer facilement au moins 10.000 frs par jour, ce qui rend la vie possible à leurs familles.

Selon les habitants contactés, des années passent sans que la commune ait accès à l'eau potable. Les politiciens candidats aux élections en font un sujet de propagande lors des campagnes électorales. Certaines organisations non gouvernementales comme Weltunger Hilf allemande ont tenté de résoudre cette question, mais malheureusement la qualité d'eau qu'ils obtenaient par le forage est restée mauvaise car remplie de beaucoup de fer et de sel. Il faudra amener l'eau en provenance des autres localités. C'est pourquoi le ministre de l'énergie dont la question de l'eau revient dans ses attributions vient de promettre à la population de Bugabira que l'eau potable sera distribuée dans cette commune à partir de Mutumba, commune Vumbi, à une soixantaine de kilomètre de Bugabira. Plus de deux milliards de nos francs seront déployés pour achever cette activité qui, selon lui, va débiter avant la fin de cette année. La promesse est revenue lors de cette campagne électorale en cours. « Rien à croire », regrette notre contact.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le régime du parti politique CNDD-FDD est déterminé à prendre en otage tout un peuple (qui tente de s'en défaire par les moyens pacifiques) sans y parvenir. Il s'accroche au pouvoir par la force et la violence sans le moindre regret face à la souffrance qu'il impose jour pour jour au peuple burundais, aujourd'hui en détresse.

Il apparaît clairement que les espoirs du peuple burundais, pour le changement de la gouvernance, étaient tournés vers les élections de 2020. En témoigne des foules immenses derrière le député Rwasa Agathon qui promettait le retour de la paix et de la tranquillité.

Les résultats des scrutins qui mettent en avant le parti au pouvoir et son candidat Evariste Ndayishimiye ont douché tous les espoirs du peuple burundais qui avait manifesté suffisamment d'enthousiasme pour changer les dirigeants du pays.

L'angoisse de continuer à vivre pendant encore 7 ans le calvaire du parti CNDD-FDD et des Imbonerakure est grande. Certains burundais qui avaient aspiré au changement en payent déjà le prix. L'avenir reste incertain malgré le départ du Président Pierre Nkurunziza dont la gouvernance aura été une des plus destructrices que le Burundi ait connu.

Face à tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Aux institutions de l'Etat et au gouvernement du Burundi :

- De mettre fin aux violences politiques et aux violations des droits et libertés des citoyens;
- D'imposer le respect de la loi et la volonté populaire à travers le vote de leurs dirigeants ;
- De démanteler la milice Imbonerakure et amener les auteurs des crimes à répondre de leurs actes ;
- De sanctionner les autorités publiques, les policiers et les militaires qui agissent en militants zélés du parti politique au pouvoir
- De prendre des mesures sévères contre l'autorité scolaire qui organise des activités politiques dans le milieu scolaire et gère mal l'école ;
- De prendre des mesures qui s'imposent afin d'arrêter la propagation du coronavirus qui fait rage dans le pays ;

A la population burundaise :

- De prendre conscience de son avenir et de prendre son destin en main en refusant notamment les persécutions dont elle est victime et les dirigeants qui s'imposent par la terreur, la fraude électorale et les violences de toute sorte.
- De tout faire pour se protéger personnellement du COVID et protéger les autres, notamment en portant le masque facial.